

II^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité

Québec, 9-12 octobre 2001

The 2nd International Conference on the Globalization of Solidarity

Quebec, October 2001

Jean-François Draperi

Number 282, November 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1023395ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1023395ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Draperi, J.-F. (2001). II^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité : Québec, 9-12 octobre 2001. *Revue internationale de l'économie sociale*, (282), 6–6. <https://doi.org/10.7202/1023395ar>

Tous droits réservés © Recma, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

II^e RENCONTRE SUR LA GLOBALISATION DE LA SOLIDARITÉ

(Québec, 9-12 octobre 2001)

La II^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité s'est tenue à Québec du 9 au 12 octobre. Rassemblant près de trois cents personnes, majoritairement originaires d'Europe, du Québec, d'Afrique sub-saharienne et d'Amérique latine, elle a suscité des échanges très fructueux qui ont permis de renforcer les solidarités entre initiatives de l'économie sociale et solidaire du Nord et du Sud. Cette rencontre se voulait également un acte politique, affirmant l'existence d'une force citoyenne « *s'appuyant sur la coopération, le partage et l'action collective* » (déclaration de Lima, 1997). De ce point de vue, le mouvement se reconnaît comme « *embryonnaire* », mais également comme « *force de propositions et de projets alternatifs* » (déclaration finale de Québec). C'est le second grand intérêt de cette rencontre que de poser les pierres d'un projet politique réunissant des alternatives à la globalisation libérale. Cette ambition nous rappelle inévitablement celle qu'avait nourrie il y a un siècle le mouvement international des coopératives de consommateurs en concevant un plan d'ensemble et une stratégie pour faire aboutir, en soumettant l'industrie capitaliste, la "république coopérative". Son échec nous a appris que l'hypothèse du citoyen consommateur était insuffisante pour provoquer l'alternative et qu'une plus grande complémentarité avec la coopération agricole et la coopération de travail aurait été souhaitable. Ne témoigne-t-il pas de la nécessité que se multiplient aujourd'hui les échanges entre les initiatives coopératives, mutualistes et associatives et que les différents réseaux travaillent plus étroitement ensemble tant à l'échelon local qu'aux niveaux national et international ?

Jean-François Draperi ●